



C.I.A.L.

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMERIQUE LATINE
U.E.R. D'ECONOMIE POLITIQUE



AGENCE LATINO AMERICAINE D'INFORMATION
1274 STE CATHERINE O. 403 TEL. (514) 361-0450
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5 FF.

Bul. N° 5

16 mars 1979

ANNEE 1



CELAM TROIS - Déclaration du groupe S.A.L. de la COLOMBIE

Adressée au Pape Jean Paul II et aux évêques réunis à Puebla

Au cours de notre Vème Rencontre Nationale, qui a eu lieu il y a quelques jours, et où 28 prêtres représentants de toutes les régions du pays ont participé, nous avons décidé de vous faire part, fraternellement, de quelques points de notre réflexion.

Qui sommes-nous ? Nous voulons nous présenter pour que vous ayez connaissance de notre identité. Nous sommes un groupe de prêtres qui essayons de répondre à Jésus-Christ et de former son Eglise à partir de l'Evangile.

Cela nous a conduit à un compromis réel et direct avec les gens pauvres de notre continent, à partager leur vie pauvre, leurs espoirs et leurs luttes lorsqu'elles sont justes.

Nous croyons au besoin absolu de la prière, de la conversion : la nôtre et celle de tous les membres du peuple de Dieu, mais nous estimons aussi que nous devons *«défendre, d'après le Commandement évangélique, le droit des pauvres et opprimés, poussant nos gouvernements et classes dirigeantes à éliminer tout ce qui veut détruire la paix sociale : des injustices, l'inertie, la vénalité, l'insensibilité»* (1).

«Nous pensons que le système patronal latinoaméricain, et par lui, l'économie actuelle, répondent à une conception erronée sur le droit à la propriété des moyens de production et sur le but même de l'économie» (2) et par conséquent les structures doivent être changées. Changement de cœur et de structures. Pas seulement l'un des deux, mais les deux ensemble (3).

Nous sommes un groupe (4) comme celui de «ONIS» du Pérou, comme «Eglise Solidaire» du Mexique et tant d'autres dans le continent. Mais alors que, dans les autres pays, les évêques permettent plus au moins ces groupes, en Colombie cette prise de position nous a entraîné des difficultés de communication avec nos évêques qui, au lieu

d'entamer un dialogue, ils nous ont pratiquement excommuniés émettant de faux jugements et même de graves calomnies pour nous discréditer et finir avec notre groupe.

Par exemple, c'est faux d'affirmer que SAL est constitué *«par des prêtres réduits à l'état laïque»*, il est faux de parler d'une *«collaboration permanente, stratégique et même dépendante du parti communiste»*, Mgr. Lopez Trujillo n'a pas hésité à nous calomnier, en affirmant que parmi les prêtres de SAL, il y avait *«de prêtres mariés»*, ce qui est absolument faux (5).

L'intense répression du cardinal de Bogota nous a obligé à garder l'anonymat.

Nous sommes une portion de l'Eglise qui se place à côté des pauvres, et qui pense que, pour les aider, les œuvres de charité et d'assistance ne suffisent pas, mais qu'il est nécessaire un changement de structures et une société nouvelle. C'est pour cela, que comme Jésus en son temps, nous sommes un signe de contradiction face aux puissants de ce monde et leurs alliés.

Que voulons-nous vous faire savoir ? Nous nous adressons à Vous en tant que Pasteurs, au nom de nous-mêmes et de nos frères marginaux : ouvriers, paysans et indigènes avec qui nous travaillons, qui forment la grande majorité de notre Eglise latinoaméricaine et qui auront dans leur assemblée épiscopale si peu de défenseurs. Nous nous adressons à Vous pour vous manifester quelques-unes de nos espoirs :

1) Nous attendons que vous vous soyez rendu parfaitement compte, quelques uns avec plaisir, d'autres avec de la peine, de la façon avec laquelle Mons. Lopez Trujillo a manipulé cette assemblée de Puebla, au profit de ses amis capitalistes et au détriment des masses opprimées. De votre côté, vous avez reçu plusieurs livres de Dognin, de Cottier, qui brandissent le drapeau du plus grossier anticommunisme, le livre de Methol Ferré pour qui la CLAR a agi comme

40 P 9801

des «saboteurs» de Puebla, le CRIE est «*cloaque oecuménique inépuisable de sorcières*», «*une bande au paroxysme de l'aventurisme*». Naturellement ce monsieur est l'invité du secrétaire du CELAM. Mons. Lopez Trujillo a profité aussi de la mort des 2 derniers Papes pour faire approuver, par l'intermédiaire du Cardinal Baggio, 2 listes de nouveaux participants, la plupart d'entre eux ultra-conservateurs, et il résulte maintenant que sur tous les invités à la réunion de Puebla, 174 furent élus par les bases latino-américaines, et 200 par le Vatican, c'est-à-dire par Lopez Trujillo, car comment Jean Paul I et Jean Paul II pouvaient-ils connaître les évêques, les hommes et les femmes proposés par le secrétaire du CELAM, parmi lesquels sa propre secrétaire, Blanca de Inger ? N'est-ce pas aussi un scandale que les plus remarquables théologiens d'Amérique Latine soient absents de cette réunion ?

Nous espérons que dans votre assemblée se trouvera quelqu'un qui ait le courage de faire noter ces anomalies... Nous espérons que les évêques compromis envers les pauvres, bien que si peu nombreux, arrivent à faire triompher la vérité et la justice.

2) Pour parler aux tyrans exploiters du continent, nous espérons que vous vous inspirez en l'exemple du Fils de Dieu, sauveur et libérateur de l'humanité. Jésus n'a pas eu un langage diplomatique, il n'a pas composé de textes sophistiqués qui satisfont les uns et les autres... Il est toujours allé tout droit au but... Il a employé quelques fois des paroles très dures contre les exploiters de son temps qui imposaient de lourds fardeaux sur les épaules des autres, sans essayer de les bouger avec le doigt :

«*Malheur à vous... race de vipères ... hypocrites ... guides aveugles ... sépultures chaulées*». Ainsi a parlé Jésus aux autorités politiques et religieuses de son époque, lui qui fut si doux et bon avec les petits et les humbles.

3) Nous espérons que Vous expliquerez clairement aux chrétiens de notre continent la méchanceté intrinsèque du système capitaliste «*qui considère le profit comme le moteur essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des moyens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes*» (6).

Ce système fait que quelques uns déjà trop riches augmentent jour après jour leurs fabuleuses fortunes, tandis que les masses restent toujours dans la même misère.

Cela est vrai au niveau des grandes entreprises nationales, c'est aussi vrai au niveau international : toujours par défaut de la nature du capitalisme, les pays riches deviennent toujours plus riches et les pays pauvres restent toujours pauvres, *les peuples riches profitent d'une croissance rapide, tandis que les pauvres se développent lentement, le déséquilibre s'accroît*... (7) D'après des données des nations unies, les multinationales établies, par ses filiales, en Amérique Latine, payant la main d'œuvre avec des salaires de misère, investissent 880 millions et remportent 2.900 millions de dollars par an (8).

Nous espérons que Vous dénoncerez ces inexorables mécanismes de notre société moderne et que Vous appellerez les chrétiens afin qu'ils s'unissent au niveau national et in-

ternational pour chercher et obtenir une société nouvelle mais conforme à l'Évangile, sans une telle exploitation de l'homme par l'homme.

4) Nous espérons que Vous condamnerez toute violence, pas autant la violence défensive des pauvres mais et surtout ses racines : la violence insitutionnalisée et la violence répressive de presque tous les gouvernements latinoaméricains.

La violence institutionnalisée a déjà été décrite par Medellín (II,6). Cette violence supprime toute liberté au 70% de notre population, elle supprime la liberté de manger par manque d'argent face à un tas d'aliments qui remplissent les magasins de notre société de consommation, elle supprime la liberté d'éduquer la jeunesse par manque d'écoles et d'instructeurs, elle supprime la liberté de prendre soin de sa santé par manque d'hôpitaux pour les pauvres... Cette violence attente aux droits les plus élémentaires et fondamentaux de la personne humaine et occasionne des millions de victimes par jour. Rien qu'en Colombie, les statistiques officielles nous disent que, chaque jour, meurent par malnutrition plus de 1.000 enfants (9).

Pour défendre leurs intérêts et par là affirmer cette violence institutionnalisée, les capitalistes américains qui inspirent, dominant et exploitent l'Amérique Latine, ont inventé la théorie de la *Sécurité Nationale*, l'ont exporté à nos pays, introduisant ainsi la violence répressive. Il en résulte qu'ils ont imposé à la plupart de nos nations, des régimes militaires, dictatoriaux, qui, au nom de la civilisations occidentale et chrétienne, ont détenu arbitrairement, torturé et assassiné des milliers et des milliers d'êtres humaines, même des prêtres et de religieuses, que nous considérons comme de vrais martyrs du Royaume de Dieu, Royaume de justice et d'amour. Nous sommes étonnés de voir que les documents de préparation à Puebla n'aient pas fait allusion à cette violence répressive. Maintenant les maîtres capitalistes changent de cap : ils insistent pour que les régimes militaires soient remplacés par des régimes supposés «*démocratiques*» mais il s'agit d'une fausse démocratie (10), ou plutôt d'une dictature oligarchique déguisée, dont le modèle est la Colombie : ils commandent des civils aveuglement soumis aux capitalistes de l'intérieur et des États Unis (11), renforcés par les Forces Armées, la Constituante (12), l'état de siège permanent, le «*Statut de Sécurité*» (13).

Cette violence répressive tend à supprimer, comme dans plusieurs pays de l'État, toute liberté d'expression, à tuer tous les opposants en leur interdisant l'utilisation de tous les moyens de communication.

Nous espérons que Vous signalerez les fautes inhérentes à cette néfaste théorie de la Sécurité Nationale, que Vous inviterez tous les chrétiens latinoaméricains à s'unir pour que disparaissent les systèmes dictatoriaux dont le but est de défendre les intérêts de quelques oligarques déjà terriblement riches et de réprimer les légitimes réclamations d'un peuple opprimé par un système injuste.

Nous espérons que Vous vous manifesterez directement et de façon prophétique, au dessus de n'importe quel calcul diplomatique, contre les régimes qui sont en ce moment en train de violer les droits de pauvres et de baigner en sang des campagnes et des villes de notre continent, nous faisons

référence d'une façon particulière au gouvernement de Nicaragua . . . son attitude ne mériterait-elle pas au moins, la plus énergique protestation ?

Il y a eu des textes très clairs pour défendre la vie du fœtus dans le ventre de la mère et pour condamner l'avortement. Nous attendons de l'Assemblée de Puebla des textes non moins clairs pour défendre la vie de millions d'enfants et d'adultes qui, quotidiennement, sont assassinés par le système par le biais de la faim et de la répression.

5) Il y a plusieurs sortes de socialisme et de marxisme : ceux d'inspiration soviétique, ceux d'inspiration chinoise, ceux d'inspiration européenne et tant d'autres . . . Entre ces socialismes, quelques uns d'entre eux athées, matérialistes, totalitaires, c'une part, et les systèmes capitalistes exploités si opposés aux valeurs évangéliques, d'autre part, il existe une alternative : un socialisme humaniste.

C'est pour cela que nous plaçons : un socialisme latino-américain qui donne les moyens de production aux représentants authentiques des masses qui produisent les richesses, qui respecte les droits humains, qui se base non pas sur le totalitarisme d'un parti ou d'un état bureaucratique, mais sur la représentativité réelle et effective des masses. Nous espérons que l'assemblée de Puebla nous dise clairement si un chrétien peut, oui ou non, opter pour un tel socialisme.

6) Il s'est pas nécessaire que Puebla publie un volumineux livre de textes sophistiqués, nous avons déjà, dans les dernières encycliques, les principes essentiels. Ce dont nous avons besoin, ce sont plutôt des orientations pastorales à propos de, comment les chrétiens latino-américains devons-nous agir contre l'oppression-répression, contre la course à l'armement, contre la pollution, etc . . .

Conclusion - Celles-ci sont quelques considérations que nous Vous confions, remplis d'espoir, sûrs qu'elles seront bien reçues, comme une voix incomplète mais sage, des ma-

jeurités humbles de notre continent. Que Jésus, Seigneur de l'histoire, continue à nous guider ensemble pour former petit à petit dans notre Amérique Latine, le signe visible de sa volonté de libération intégrale de l'homme et de tous les hommes, l'expression limitée mais vraie du Royaume qui existe déjà parmi nous et qui se développera pleinement et parfaitement dans l'au-delà.

Pour Vous tous, pour nos Peuples, nous offrons nos prières et nos compromis avec leurs difficultés, incompréhensions et risques.

Groupe «SAL» de Colombie (14)
Boîte postale 53613
Bogota 2 - Colombie

NOTES

- (1) Medellin 11,22
- (2) Medellin 1,10
- (3) Pour connaître la pensée du groupe SAL, voir le livre qu'ils ont publié : «SAL, Documents 1972-1978».
- (4) Il ne faut pas confondre le groupe SAL avec celui de GOLCONDA qui a disparu en 1970. SAL a d'autres perspectives, un seul prêtre ayant appartenu à Golconda, est maintenant lié aux prêtres de SAL.
- (5) Ce ne sont que quelques unes des calomnies contre les prêtres de SAL. Voir beaucoup d'autres avec leur refus dans le livre de Benoit Lay : «Pour une Société Nouvelle» pp. 192-203
- (6) Populorum progressio No. 26
- (7) P.P. No. 8
- (8) «Les Multinationales dans le monde et en Colombie», CINEP, p.57
- (9) «Faire prendre conscience et Organiser les Masses», de plusieurs auteurs, p. 21
- (10) La «Démocratie Colombienne» dans : SAL-Documents, 243-265
- (11) Les «Vrais propriétaires du pays» de Julio Silva Colmenares.
- (12) «Constituante, consolidation de l'Etat national», de F. Gonzalez
- (13) «Le Statut de Sécurité», de plusieurs auteurs, CINEP, Controverse.
- (14) Nous donnons une boîte postale pour que ceux qui liront cet article puissent entamer un dialogue fraternel, en nous envoyant leurs observations et critiques.

Tous ces livres peuvent être trouvés à la Librairie d'Amérique Latine Av. Caracas No. 55-16 Bogota.

PARTIS POLITIQUES ET DIPLOMATIE DANS LA CARAIBE

Entre le 27 décembre et le 13 janvier dernier, on a assisté en Amérique Latine à deux événements politico-diplomatiques, déterminants pour les relations entre les pays de la région : la signature d'un communiqué commun dominicano-vénézuélien et la visite du président dominicain, Antonio Guzman.

Ce document conjoint rend compte du fossé qui existe entre l'acceptation globale d'une politique et son application. Antonio Guzman et Carlos Andrés Perez, ont partagé les mêmes points de vue, quant aux principes définissant la position «tiers-mondiste» qui a trouvé dans le président vénénézuélien, son porte-parole dans la région, au cours de ces dernières années : position qui condamne toute intervention, défense des droits de l'homme, soutien aux Nations Unies et au Groupe des 77 ; partisans de l'établissement d'un nouvel ordre économique international, etc. En d'autres termes, il s'agit de reprendre le discours

«regroupant les aspirations fondamentales», des pays dits du Tiers-monde. Néanmoins, l'absence de toute référence à la situation au Nicaragua, (la République Dominicaine est membre de la Commission de Médiation désignée par l'Organisation des Etats Américains) de toute référence aux relations avec Cuba et le «retour de Porto-Rico au sein de la communauté latino-américaine», tout cela témoigne des limites de l'adhésion de certains gouvernements latino-américains (le gouvernement dominicain, en particulier).

Cette situation rend essentiel, d'autre part, un élément dont il faut tenir compte pour les besoins de l'analyse : il est évident que la politique «tiers-mondiste» de Perez, reprend en filigrane, les principes d'«indépendance et d'autonomie» de l'Amérique Latine vis-à-vis des centres de décision internationaux. En d'autres termes, le but suprême de la politique «tiers-mondiste», du mandataire vénénézuélien, si l'on tient compte des for-



NICARAGUA: ALAI INTERVIEW UN DIRIGEANT DU F.S.L.N. (TENDANCE PROLETARIENNE)

Le développement du capitalisme au Nicaragua au cours des 20 dernières années, lié surtout à la culture du coton et au Marché commun centre-américain, a contribué de façon accélérée à la décomposition de la paysannerie et des artisans urbains. En 1975, il y avait déjà au Nicaragua plus de 250.000 travailleurs agricoles salariés et au-delà de 60.000 ouvriers dans les usines et la construction.

Cette apparition d'un prolétariat au Nicaragua s'est accompagnée de la naissance d'une lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie. C'est dans ce contexte qu'a surgi la Tendance prolétarienne du Front sandiniste de Libération nationale (FSLN), une des trois tendances existant au sein de cette organisation.

Jaime Wheelock, dirigeant de la Tendance prolétarienne, a expliqué dans une interview accordée à ALAI que les récentes insurrections au Nicaragua, amorcées suite à l'action armée des «terceristes» (troisième tendance du FSLN) à partir d'octobre 1977, sont en fait le fruit d'un long travail d'organisation parmi les masses, dans lequel le FSLN-Proletarien a joué un rôle décisif.

Par ailleurs, Wheelock a souligné que la Tendance prolétarienne a lancé un appel à l'unité, non seulement, de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques, mais de tout le peuple sans exclure la bourgeoisie, pour affronter la dictature. Les objectifs les plus urgents à poursuivre seraient la démocratie, le progrès social et l'autodétermination. «Pour nous, la dictature est l'obstacle principal. Elle est l'ennemi immédiat non seulement des travailleurs, mais de tout le peuple».

Dans les pages suivantes, nous vous rapportons les propos de Wheelock au sujet de la conjoncture actuelle au Nicaragua. Cette interview fut faite avant la récente rupture dans la médiation.

— Quelle est la situation actuelle de la lutte au Nicaragua ?

— La situation est particulièrement complexe ; c'est difficile à expliquer. Qui lutte, comment on lutte, pourquoi on lutte, comment on s'aligne ? Toutes ces questions se posent en même temps ; et en plus, la lutte au Nicaragua assume un caractère international. J'irai même jusqu'à dire qu'elle n'appartient plus aux seuls Nicaraguayens. Mais commençons par la crise politique et son caractère.

Tout aurait commencé, selon certains gens, lorsque Somoza a subi une crise cardiaque ; pour d'autres, c'était au moment de la mort de Pedro Joaquin Chamorro ; les «terceristes» ont leur propre version.

Nous autres, sandinistes de la Tendance prolétarienne, nous voyons dans la crise politique de la dictature quelque chose de plus profond : c'est la remise en question historique d'une forme classique de domination impérialiste, commun à d'autres peuples qui, comme le nôtre, ont été soumis à la dépendance, au développement retardé, et à une misère croissante. Pour maintenir ces peuples dans la soumission et éviter les tensions politiques et sociales qu'entraîne naturellement la condition dans laquelle ils vivent, l'impérialisme des grandes compagnies néo-coloniales et transna-

mes d'application et de réalisation, vise à créer des conditions favorables à une politique autonome de l'Amérique Latine sur la scène mondiale. Cette distinction, une fois partagée, car il ne s'agit pas là de nuance, implique qu'il faut reconnaître, qu'en termes absolus, la ligne de Perez et autres forces sociale-démocrates et démocrate-chrétiennes, n'est pas forcément identique aux positions de la Commission Trilatérale et de certains secteurs politico-économiques américains. Il ne s'agit pas non plus de «contradictions antagoniques» existant entre une telle politique et les positions de la Maison Blanche.

Nous pourrions en dire autant des causes du voyage du Guzman à Porto-Rico. Malgré le caractère «privé» de la visite de Guzman il s'agit en principe de la discussion de problèmes internes (2), le président dominicain, ne manquera pas de chercher à «désavouer» l'appui du Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD) au Parti Indépendantiste Porto-ricain (PIP), offrant ainsi un soutien tacite au régime de Carlos Romero Barceló. La situation au Nicaragua, avait suscité le même comportement, d'ailleurs.

Tandis que le gouvernement du PRD s'apprêtait à intégrer la Commission de Médiation, le parti, lui, appuyait ouvertement la tendance tiers-mondiste du Front Sandiniste de Libération

Nationale (FSLN). Ces différences entre gouvernement et parti, qui reflètent les intérêts divers que défend le PRD, doivent être saisies dans leur vraie nature : elles représentent les contradictions secondaires qui séparent gouvernement et parti, quant à la formulation et à l'application de la politique interne et externe. Cette situation, cependant, n'écarte pas tout risque de confrontations plus importantes, néanmoins, elle ne sera pas pour autant, à l'origine de changements dans la politique et la stratégie du PRD. Si ces divergences se sont manifestées en matière de politique extérieure, elles ont été en revanche, tout-à-fait absentes en politique intérieure, lorsqu'il a fallu créer la UGTD (l'Union Générale des Travailleurs Dominicains), l'organisation syndicale du parti. On assista à la même situation en Vénézuéla, où les divergences au sein d'Action Démocratique (ADECO) n'ont jamais eu d'incidence sur la politique et le contrôle de l'ADECO à l'égard de la Centrale des Travailleurs Vénézuéliens (CTV).

(1) Texte du communiqué conjoint dominicano-vénézuélien, El Sol, Santo Domingo 28 décembre 1978.

(2) Ultima Hora, Santo Domingo, 13 janvier 1979, p. 2

tionales favorise, appuie et entretient des dictatures militaires extrêmement répressives, pour ainsi assurer leur hégémonie et leur domination. C'est une stratégie classique utilisée par les impérialistes, et c'est précisément ce qui est en crise au Nicaragua. Si nous, les Nicaraguayens, sommes capables d'éliminer cette dictature et d'avancer vers une démocratie nationale, une voie s'ouvrira devant nous. Et on ne doit pas oublier que plus au nord du Nicaragua, l'impérialisme a implanté d'autres dictatures militaires plus ou moins intermédiaires, tandis qu'à quelque distance plus au sud, il y a une profusion de régimes militaires. Et c'est là notre première confrontation, et la plus difficile pour nous : il faut lutter contre les intérêts impérialistes les plus récalcitrants, ceux qui continuent à défendre un instrument de domination qui s'est montré jusqu'ici, assez efficace, mais qui se trouve aujourd'hui isolé et en crise totale.

En fait ce sont tous les peuples soumis et opprimés par l'impérialisme au moyen des dictatures qui devront mener cette lutte. C'est ce qui serait le mieux pour nous, car en fait, notre lutte se mène dans un certain isolement, et cela contre un adversaire extrêmement fort qui dispose de bien des ressources : ses alliés militaristes, le fascisme, les oligarchies réactionnaires, et même les organismes continentaux, comme la OEA (Organisation des Etats Américains). Tandis que notre peuple luttait de toutes ses forces contre la Garde nationale, il y avait au large des côtes nicaraguayennes des bateaux américains qui attendaient le dénouement. 1.200 soldats du Guatemala et 300 salvadoréens furent envoyés au Nicaragua, et en même temps, les gouvernements militaires de ces pays envoyaient à Somoza des fusées, des armes et des munitions. Ceci n'aurait pu se produire sans l'assentiment des cercles belliqueux du Pentagone. Ainsi nous sommes confrontés à une domination américaine qui essaie de sauver la dictature qui, depuis plus de quarante ans, a été le garant des intérêts économiques et géopolitiques que cette première a engagés au Nicaragua.

Bien sûr, l'impérialisme ne dispose plus des mêmes conditions : il doit bien réfléchir avant d'intervenir avec ses propres forces armées. Et depuis la dernière intervention directe en 1927-33, la scène mondiale a changé. Il y a aujourd'hui des forces progressistes, des peuples plus conscients de leurs droits démocratiques, et les impérialistes ont dû brandir, contre leur gré, et avec peu de conséquence, le thème des droits humains.

— Et au Nicaragua, comment se déroule la lutte pour la démocratisation ?

— Eh bien, j'ai mentionné d'une part la situation internationale, et d'autre part la confrontation entre les intérêts de l'impérialisme et ceux de notre peuple qui cherche à se donner une démocratie réelle. Evidemment, sur le plan international il existe d'autres regroupements de forces qui, même si leurs intérêts géopolitiques ne sont pas identiques à ceux des Etats-Unis, et qu'ils soient opposés à cette forme classique d'assujettissement du peuple par une dictature répressive et criminelle, ils voudraient que l'exploitation que subissent les travailleurs puisse continuer à être garantie par des formules politiques moins gênantes, comme les démocraties bourgeoises européennes. Mais il

serait important d'expliquer la lutte à l'intérieur de notre pays. C'est le deuxième front de confrontation : le peuple nicaraguayen contre la dictature militaire. Mais ici il ne faudrait pas en rester au niveau superficiel. C'est qu'on nous a critiqué pour cette expression «dictature militaire somoziste» — non pas dans des discussions avec des spécialistes en linguistique, mais avec des hommes de politique qui eux aussi représentent des intérêts particuliers. Il est certain que tout le peuple, d'une façon ou d'une autre, lutte contre le régime, et c'est sans doute ce qui est le plus apparent à l'extérieur — les combats au niveau superficiel—. Mais en réalité, il y a une autre lutte sur le plan intérieur, moins apparente mais non moins vive que la première : c'est la lutte entre les secteurs démocratiques et révolutionnaires d'un côté, avec le prolétariat à leur tête, et de l'autre côté, les groupes qui représentent les grands intérêts financiers ; lutte pour déterminer qui va donner une orientation au processus de démocratisation, selon ses intérêts particuliers. Tous sont contre le régime, mais pas tous veulent le reconstruire de la même façon ni avec le même élan. Pour revenir à la discussion sémantique que je viens de mentionner, nous considérons qu'il est nécessaire de renverser la dictature de la façon la plus complète possible pour pouvoir instaurer un ordre démocratique avec une large participation qui mettra de l'avant le progrès social et nous rendre notre droit à l'autodétermination nationale.

Mais la bourgeoisie financière considère qu'il suffit de démettre Somoza, tandis que certaines couches de la bourgeoisie non-monopoliste vont un peu plus loin, parlant d'éliminer le «somozisme» — l'immoralité, les tortures insensées, la corruption. En général, sans rentrer dans les nuances, presque tous sont en faveur d'un changement de l'équipe dirigeant et des styles de domination, mais tout en conservant l'essentiel de l'appareil de domination dictatorial, la Garde nationale. Au fond il y a un choix : ils ont voté pour la continuité du système et ils ont peur du peuple. Parce que la raison d'être de ce type d'armée n'a rien à voir avec la démocratie ; tout au contraire, c'est la dictature d'une minorité, qui veut assurer et préserver ses intérêts par-dessus les intérêts de la grande majorité, qui organise et soutient ces armées. Nous n'avons jamais dit que nous voulions détruire les hommes qui ont été enrôlés dans cette Garde nationale, mais nous avons insisté sur la nécessité de modifier substantiellement les bases de haine, de répression et de bassesse sur lesquelles ils l'ont construite. Beaucoup de soldats l'ont compris, et ils luttent maintenant, comme ils le disent eux-mêmes, du côté de leur peuple. Ces hommes se sont rendus compte du piège dans lequel les avaient entraînés Somoza, les cercles belliqueux du Pentagone et les monopoles locaux.

— Il y a donc une division au sein de l'opposition ?

— Je ne parlerais pas de division ; ce sont plutôt des courants d'intérêts dont les objectifs, les stratégies, les alliés et les tactiques sont, sur plusieurs points divergeants, voire contradictoires. Nous, nous luttons pour l'unité nationale, et nous cherchons à la maintenir, pourvu qu'elle soit conséquente avec la lutte contre la dictature. C'est dans ce sens que nous parlons, écrivons, insistons, en faisant aussi de

dures critiques. Nous ne nous perdons pas dans ce labyrinthe parce qu'il est très clair pour nous que la lutte principale et notre tâche politique est le renversement du régime politique et une transformation vers la démocratie.

— Et quelles sont donc ces divergences ?

— En voilà un exemple. En ce moment il y a une médiation. La médiation est, bien entendu, un instrument qu'il ne faut jamais écarter dans la mesure où elle peut faire avancer des solutions bénéfiques pour notre peuple. Mais cette médiation a des aspects douteux.

En premier lieu, le chemin que nous les Nicaraguayens avons choisi pour arriver à la démocratie, et le seul qui nous reste pour éliminer la dictature, c'est la lutte armée et la violence populaire contre un ennemi qui assassine sans pitié. C'est une violence raisonnable, logique, juste qui recherche pour tous la paix et le bien-être. Et c'est précisément au moment où notre peuple lutte dans toutes les villes et à la campagne contre les forces somozistes, que l'on annonce une médiation sous recommandation de l'OEA ! Les médiateurs ne commencent leur travail qu'au moment où Somoza a détruit des villages entiers, laissant des milliers de morts et écrasant temporairement le soulèvement populaire. C'est un bon début pour la dictature.

En deuxième lieu, les médiateurs choisissent parmi l'opposition à Somoza les secteurs les moins conséquents : les groupes qui font partie du dénommé Front élargi d'Opposition. Ils écartent donc les organisations populaires, les partis démocratiques, qui sont ceux qui ont donné leur sang dans cette dure lutte ; tout comme ils laissent de côté le FSLN.

En troisième lieu, les soi-disant médiateurs n'en sont rien, puisque le médiateur principal, n'est rien de moins qu'un émissaire des Etats-Unis, lesquels sont justement les artisans de la dictature et son principal soutien ; un autre des médiateurs est un délégué du Guatemala, etc. Et bien sûr, dans la négociation qui s'est amorcée, c'est la dictature elle-même qui a le plus de poids. Quelle solution politique pourra résulter de cette manœuvre interventionniste des Etats-Unis, qui cherche pour la nième fois la complicité des éléments les plus réactionnaires ? A l'intérieur même de la délégation du FAO aux négociations, les interventionnistes yankees, en alliance avec le grand capital monopoliste local, a écarté graduellement les éléments qui soutenaient les positions les plus progressistes, et ils ont prati-

quement expulsé du FAO, à travers une série de manœuvres malhonnêtes, le Groupe des Douze. Maintenant ceux qui restent dans la « médiation-négociation » sont Somoza, les pro-yankees du centre et le secteur le plus réactionnaire de la bourgeoisie locale. Mais le plus grave, c'est que tandis que l'infâme médiation fait son travail, la dictature s'est lancée dans une escalade féroce de la répression contre le mouvement de masses et contre les dirigeants démocratiques et révolutionnaires. La stratégie interventionniste est destinée clairement à sortir la dictature militaire de la crise : d'abord en divisant l'opposition, isolant le Front sandiniste, et négociant avec un secteur ultra-réactionnaire et partisan d'une solution négociée, qui prétend agir au nom de tout le peuple anti-somoziste ; ensuite en maintenant Somoza au pouvoir tant qu'il pourra garantir la situation, et en employant cette même dictature pour réprimer le mouvement populaire, tout en gardant une solution négociée d'urgence au cas où la lutte populaire remonterait.

Nous ne pouvons évidemment, d'aucune façon, appuyer ce type de solution. La conciliation est le pire ennemi des révolutionnaires et des processus démocratiques. Dans toute l'histoire de la dictature militaire, un des facteurs politiques qui l'a le plus servi sur le plan intérieur pour se maintenir au pouvoir, c'a été les pactes par lesquels Somoza a résorbé de façon cyclique l'opposition vacillante. Cette dernière qui parle au peuple de démocratie et de liberté, le lendemain se trouve dans un poste public, ou au Congrès, à recevoir les miettes qui lui apporte son trahison. C'a été le cas des Chamorro, des Agüero, les Paguaga, des Sandino Argüello, etc., et demain se seront d'autres.

— Vous vous opposez à tout accord avec ces secteurs ?

— Si c'est sous les conditions qu'ils imposent, bien sûr que oui. Nous avons déjà déclaré que nous n'accepterons aucune solution qui signifie la continuation du somozisme et de la dictature. Cependant nous sommes disposés à chercher des accords, à condition que soit reconnu le fait que la majorité des Nicaraguayens désire le renversement de Somoza ; et cette majorité, qui doit déterminer le chemin à suivre, ce sont les travailleurs, les paysans, la jeunesse et les femmes démocratiques. Jamais nous n'accepterons de nous assujettir à la direction de la bourgeoisie. Nous pourrions avancer ensemble, mais tout en préservant notre indépendance, en veillant à ce que la lutte de notre peuple ne

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans-but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France : Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger : Institutions 40 US Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.